

## Burundi : les tensions actuelles confirment le caractère maudit du mois d'avril

@rib News, 12/04/2015 DES INSTITUTIONS POLITIQUES CLE FRAGILISEES, PARALYSEES OU MENACEES DE MORT PRECOCE Par Gervais Marcel Cishahayo Alors que certaines institutions clées sont fragilisées, paralysées ou menacées de mort infantile, en termes crus, le problème actuel se poserait désormais en termes de récupération du pouvoir par ses nostalgiques d'hier, sa réputation par ses détracteurs et sa conquête par ses prétendants d'aujourd'hui. Burundi la paix, la sécurité, la démocratie sont devenues à « comme de la confiture, moins on en a, plus on l'écoute » on s'en réclame pendant que tous les signes avant-coureur d'une éventuelle explosion de violence sont évidents la classe politique se refoule dans la désignation à un sort qui sent du déjà vu.

Prises dans leur ensemble, les tensions actuelles confirment le caractère maudit du mois d'avril : celui de toutes les hantises. Les superstitieux diraient avec raison que les mauvais esprits du mois d'avril n'ont jamais été exorcisés les coutumes auxquelles on s'en sert un mélange d'ignorance et de dédain de sa propre culture. La transformation politique de l'antagonisme essentiellement ethnique et régionaliste en une confrontation de courants et d'alliances politiques interethniques qui aurait dû s'opérer au terme de dix ans d'expérience démocratique n'a pas eu maniére suffisante pour résoudre de façon durable, voire irréversible le contentieux social et politique burundais. Pour les esprits simplistes, le problème se poserait désormais en termes de récupération du pouvoir par ses nostalgiques d'hier, sa réputation par ses détracteurs et sa conquête par ses prétendants d'aujourd'hui. On peut avec certitude que la crise actuelle est une conséquence directe et indirecte des imperfections des Accords d'Arusha qui tout en ayant rempli leur rôle d'outil transitoire vers la paix et la sécurité n'ont pas permis d'éviter les dérives enregistrées lors des élections de 2005 et en particulier celles plus controversées de 2010. En effet, comme cela a été déjà souligné dans d'autres sections des médias, le processus électoral en cours souffre des maux similaires à ceux ont souffert les élections de 2010. Mais vus de plus près, au lieu des Accords d'Arusha ou de la Constitution, c'est la lenteur de la mise en place et surtout la faiblesse et l'échec des institutions telles que la CENI, la CNTB et la CVR dans leur mission de rassurer, de réhabiliter et réconcilier les burundais dans un esprit de vérité et de justice qui contribuent à saper les dividendes d'une paix et une sécurité difficilement retrouvées. A quelques semaines des élections, la fatigue politique est perceptible et les burundais se rendent compte de la gravité de la situation avec la paralysie partielle ou totale d'importantes institutions de la République : l'Assemblée nationale n'est plus fonctionnelle, la CENI peine à poursuivre unilatéralement l'organisation d'un processus électoral problématique ; la CNTB a été pratiquement suspendue et mise au chômage technique ; à peine mise en place, la CVR tronquée de sa dimension de justice semble affaiblie voire même dépassée d'avance et menacée de mort infantile. Tout en retenant leur souffle, burundais sont plus outillés avec des textes de référence pour eux-mêmes et la communauté internationale tels que les Accords d'Arusha, la Constitution et d'autres lois même s'ils peinent à les appliquer. A propos de l'auteur Marcel Cishahayo est un membre de la diaspora burundaise depuis les années 1970s et établi à Malte, UE. Professeur, consultant sur les questions relatives à l'éducation, la géographie, les NTICs, la diplomatie et les relations internationales, il est l'auteur d'articles et d'analyses et de contributions diverses dans les médias sur l'immigration, la sécurité et l'intégration régionale. Avocat de la bonne gouvernance démocratique bien connu des milieux politiques académiques et n'ayant jamais adhéré officiellement à aucun parti politique depuis les années 1980s, il est l'auteur d'une thèse d'analyse de la dimension de la sécurité de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) présentée à l'Académie Méditerranéenne d'Etudes Diplomatiques de l'Université de Malte.